

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29382]

**13 MAART 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de ambtsgebieden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap voor het jaar 2013-2014**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de Psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 9, § 1, ingevoegd bij het koninklijk besluit Nr. 467 van 1 oktober 1986;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 november 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 5 december 2013;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Comité van sector IX van 15 januari 2014;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het ambtsgebied van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap wordt, voor de duur van het schooljaar 2013-2014, overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel vastgelegd.**Art. 2.** Het ambtsgebied wordt overeenkomstig de tabel bedoeld bij artikel 1 vastgelegd onverminderd de overeenkomsten die de betrokken psycho-medisch-sociale centra gemachtigd worden te sluiten krachtens artikel 2 van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra.**Art. 3.** De Minister bevoegd voor de psycho-medisch-sociale centra is belast met de uitvoering van dit besluit.**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2013.

Brussel, 13 maart 2014.

De Minister-president,

R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-M. SCHYNS

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29408]

**15 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut et les règles de sélection d'un(e) directeur/directrice exécutif/tive pour le Service francophone des Métiers et des Qualifications (SFMQ)**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier l'article 87;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances remis le 23 septembre 2013;

Vu l'avis du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 novembre 2013;

Vu la négociation au sein du Comité de négociation de secteur XVII du 16 janvier 2014;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le mandat du directeur exécutif/de la directrice exécutive du Service Francophone des Métiers et des Qualifications (SFMQ) est de 5 ans renouvelable. Il sera fait appel uniquement à une personne en fonction auprès d'un opérateur d'enseignement et/ou de formation. La rémunération sera celle de la fonction d'origine. Le statut applicable à la fonction est celui de la Communauté française. Le remboursement du coût de la charge de mission par le SFMQ ne pourra en aucun cas excéder le barème d'un fonctionnaire de rang 12 de la Communauté française. Il est accordé au candidat sélectionné une allocation par le SFMQ qui couvre la différence entre la rémunération initiale et la rémunération maximale (à savoir un rang 12).La mission débutera le 1<sup>er</sup> juin 2014 ou dès que le candidat retenu sera disponible pour la fonction, sauf décision contraire du Gouvernement.**Art. 2.** Le recrutement du directeur exécutif/de la directrice exécutive du Service Francophone des Métiers et des Qualifications (SFMQ) est soumis aux règles précisées aux articles 3 et 4.**Art. 3.** Il sera procédé au recrutement du (de la) Directeur/trice exécutif/ve sur base du profil de fonction annexé au présent arrêté.

Un appel aux candidatures sera lancé par les opérateurs d'enseignement et de formation. Les candidats disposeront de 18 jours calendrier à partir de la date de parution de la circulaire pour introduire leur candidature.

Chaque candidat devra introduire un dossier comprenant un CV, une lettre de motivation et un plan de gestion du SFMQ en rapport avec un objectif idéal de production de 15 profils métier et de 15 profils de formation par an.

Les candidatures seront envoyées par lettre recommandée et par voie électronique à Monsieur l'Administrateur général de l'AGERS qui en accusera réception par voie de recommandé.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le jury de sélection est constitué comme suit :

- 1° l'administrateur général de l'AGERS (Ministère de la Communauté française) ou son représentant;
- 2° un représentant de l'administration de la Commission communautaire française;
- 3° un représentant du FOREm;
- 4° le président et le vice-président de la Chambre des Métiers du SFMQ;
- 5° le président et le vice-président de la Chambre de l'Enseignement et de la Formation du SFMQ;
- 6° l'administrateur-général du SELOR ou son représentant qui présidera. La désignation des membres du jury repris sous les points 1° à 3° est soumise à son accord préalable.

Le secrétariat sera assumé par un membre de l'administration de la Communauté française désigné par l'administrateur général de l'AGERS.

§ 2. Les missions du jury sont les suivantes :

- 1° le jury procèdera d'abord à un examen de la recevabilité des candidatures. Il éliminera les candidats qui ne remplissent pas les conditions d'accès à la fonction déterminées par le profil de fonction en annexe;
- 2° il utilisera une grille pondérée d'évaluation en prenant en compte les critères suivants :
  - \* adéquation du candidat au profil de fonction : 20 %;
  - \* expérience professionnelle et/ou formations suivies : 20 %;
  - \* motivation du candidat pour la fonction : 30 %;
  - \* qualité du plan de gestion : 30 %;
- 3° si le nombre de candidats le justifie, le jury pourra procéder à une présélection des candidats sur base de la grille pondérée;
- 4° les candidats ou les candidats présélectionnés seront entendus par le jury qui déterminera à l'avance le plan de l'entretien et les principales questions qui seront posées aux candidats;
- 5° le jury remettra aux Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne ainsi qu'au Collège de la Commission communautaire française un rapport complet avec l'évaluation de chaque candidat au regard de ses titres et mérites.

§ 3. Le jury prend ses décisions par consensus. Si celui-ci n'est pas possible, le Président fait procéder à un vote à main levée. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

§ 4. Le jury dispose de 20 jours calendrier à partir de la date de remise ultime des candidatures pour transmettre son rapport aux Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne ainsi qu'au Collège de la Commission communautaire française.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2014.

Bruxelles, le 15 avril 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

#### Annexe

##### Profil de fonction du(de la) Directeur/trice exécutif/ve

###### A. IDENTIFICATION

Fonction : Directeur/trice exécutif/ve

Type de contrat : Charge de mission ou détachement de cinq ans renouvelable

Echelle barémique : Rémunération de la fonction d'origine. Le remboursement du coût de la charge de mission par le SFMQ ne pourra en aucun cas excéder le barème d'un fonctionnaire de rang 12 de la Communauté française. Il est accordé au candidat sélectionné une allocation par le SFMQ qui couvre la différence entre la rémunération initiale et la rémunération maximale (à savoir un rang 12).

Régime de travail : Temps plein et soumis aux dispositions du Ministère de la FWB en matière de congés.

Résidence administrative : A Bruxelles, en fonction de la localisation du service

Entité administrative : Administration générale de l'Enseignement de la Recherche scientifique.

Service concerné : Direction générale de l'Enseignement obligatoire - Service francophone des Métiers et des Qualifications (service à gestion séparée)

Contexte : Le Service francophone des métiers et des qualifications doit permettre aux acteurs de l'emploi, de l'enseignement, de la formation et de la validation de bénéficier d'un langage commun et de références communes. Il a été créé par un accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission Communautaire Française (1).

Le directeur exécutif est choisi par les Gouvernements pour une mission de cinq ans renouvelable, il est chargé de diriger la cellule exécutive du SFMQ qui est composée d'experts méthodologistes, de membres des groupes projets sectoriels ou intersectoriels et d'un secrétariat. Il est également la personne de contact avec les partenaires sociaux, les entreprises et les organes institutionnels, également au niveau international. Il doit coordonner les actions de l'équipe exécutive à l'égard des partenaires sociaux, des services publics de l'emploi et des opérateurs d'enseignement, de formation et de validation.

Il doit être bien préparé à gérer la production de référentiels et être capable d'assurer les communications du SFMQ.

###### OBJECTIFS DE LA FONCTION

\* Assurer la production des profils métiers et profils de formation.

- \* Assurer la gestion journalière de la cellule exécutive (environ 15 personnes).
- \* Veiller à remplir les missions définies à l'article 19 de l'Accord de coopération.
- \* Participer aux réunions des Chambres.
- \* Assurer la représentation et la communication du SFMQ.

#### CONTENU DE LA FONCTION

- \* Développer une méthodologie cohérente et constante
- \* Organiser la rédaction des documents prévus (référentiels, notes d'orientation, rapport, ROI, etc) dans une démarche de qualité permanente
- \* Participer à toutes les réunions de coordination nécessaires
- \* Assumer les tâches de suivi des documents produits
- \* Favoriser l'adéquation des contenus de formation des programmes d'enseignement et des référentiels de formation avec les profils de formation
- \* Emettre toutes les suggestions et propositions nécessaires à l'amélioration constante du travail du Service francophone des Métiers et des Qualifications
- \* Contrôler la qualité et la fiabilité des documents émis par la cellule exécutive
- \* Assurer les contacts institutionnels avec les cabinets et les administrations concernés
- \* Assurer la concertation avec le Consortium de Validation des Compétences

#### CONDITIONS D'ACCES

- \* Etre détenteur d'un master ou d'une licence universitaire ou d'un diplôme de niveau universitaire.
- \* Etre engagé dans un organisme ou une institution d'enseignement ou de formation professionnelle.
- \* Faire la preuve d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans un domaine proche des préoccupations du SFMQ, en particulier la participation à la production de référentiels professionnels et/ou de programmes d'enseignement et/ou de programmes de formation.
- \* Avoir une expérience de travail tant avec les partenaires sociaux qu'avec les opérateurs d'enseignement et de formation.
- \* Avoir une expérience professionnelle d'un poste à responsabilité, notamment en termes de gestion d'équipe.

#### COMPETENCES

- \* Avoir une très bonne maîtrise de la langue française
- \* Une maîtrise fonctionnelle de l'anglais et/ou du néerlandais est un atout. Une auto-évaluation par rapport au cadre européen des langues doit être jointe au dossier de candidature.
- \* Faire la preuve d'une expérience utile de rédaction de référentiel(s) et/ou de programme(s)
- \* Disposer d'une bonne connaissance du cadre institutionnel et législatif du SFMQ
- \* Disposer d'une bonne connaissance des outils développés dans le cadre du processus de Copenhague (CEC, ECVET, EUROPASS...)
- \* Savoir utiliser les outils bureautique et Internet
- \* Développer une méthodologie de travail en équipe en vue de la production de référentiels
- \* Mettre en œuvre une démarche qualité au sein d'un service
- \* Exercer un regard critique sur des productions
- \* Etre capable d'analyser des référentiels en fonction de la commande et de la méthodologie mise en place
- \* Pouvoir rédiger des notes d'orientation
- \* Etre capable d'animer des groupes de travail et de réflexion
- \* Démontrer ses aptitudes à diriger et à gérer une équipe de collaborateurs. Le fait de pouvoir témoigner d'une expérience réussie dans le domaine peut constituer un atout supplémentaire.
- \* Disposer d'un sens aigu de l'organisation, de la coordination, de la planification et de la gestion des tâches
- \* Disposer d'aptitudes en matière de communication (tant orale qu'écrite), de négociation et de conduite de réunions
- \* Développer un sens institutionnel développé
- \* Posséder des compétences pédagogiques

#### Note

(1). Voir Décret du 30 avril 2009 portant assentiment à l'Accord de coopération conclu à Bruxelles le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission Communautaire française concernant la création du Service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé : « S.F.M.Q. »

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29408]

**15 APRIL 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het statuut en de regels voor de selectie van een uitvoerend directeur/directrice voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications (SFMQ)" (Franstalige Dienst voor beroepen en kwalificaties)**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87;  
 Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 september 2013;  
 Gelet op het advies van de Minister van Ambtenarenzaken van 7 november 2013;  
 Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 7 november 2013;  
 Gelet op de onderhandeling binnen het Onderhandelingscomité van sector XVII van 16 januari 2014;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het mandaat van uitvoerend Directeur/uitvoerend Directrice van de « Service Francophone des Métiers et des Qualifications (SFMQ) » duurt 5 jaar en is hernieuwbaar. Er zal slechts een beroep gedaan worden op een persoon die in dienst is bij een onderwijsoperator en/of een opleidingsoperator. De bezoldiging zal deze zijn van het oorspronkelijke ambt. Het statuut dat van toepassing is op het ambt, is het statuut van de Franse Gemeenschap. De terugbetaling van de kosten van de opdrachtlast door de "SFMQ" zal in geen enkel geval het barema van een ambtenaar van rang 12 van de Franse Gemeenschap mogen overschrijden. Er wordt aan de verkozen kandidaat een toelage door de "SFMQ" toegekend die het verschil dekt tussen de oorspronkelijke bezoldiging en de maximale bezoldiging (met name een rang 12).

De opdracht zal op 1 juni 2014 beginnen of zodra de verkozen kandidaat beschikbaar zal zijn voor het ambt, behoudens andersluidende beslissing van de Regering.

**Art. 2.** De aanwerving van de uitvoerend Directeur/uitvoerend Directrice van de « Service Francophone des Métiers et des Qualifications (SFMQ) » wordt aan de regels bedoeld in de artikelen 3 en 4 voorgelegd.

**Art. 3.** De uitvoerend Directeur/uitvoerend Directrice zal aangeworven worden op basis van het ambtsprofiel gevoegd bij dit besluit.

Een beroep tot kandidaten zal gedaan worden door de operatoren van het onderwijs en de opleiding. De kandidaten zullen over 18 kalenderdagen beschikken vanaf de datum van bekendmaking van de omzendbrief om hun kandidatuur in te dienen.

Elke kandidaat zal een dossier moeten indienen met een CV, een motivatiebrief en een beheersplan van de « SFMQ » ten opzichte van een ideale doelstelling van voorlegging van 15 beroepsprofielen en 15 opleidingsprofielen per jaar.

De kandidaturen zullen per aangetekende brief en via elektronische weg aan de Administrateur-generaal van AGERS sturen die de ontvangst ervan per aangetekende brief zal bevestigen.

**Art. 4.** § 1. De examencommissie is samengesteld uit :

1° de administrateur-generaal van AGERS (Ministerie van de Franse Gemeenschap) of zijn vertegenwoordiger;

2° een vertegenwoordiger van de administratie van de Franse Gemeenschapscommissie;

3° een vertegenwoordiger van FOREm;

4° de voorzitter en de vice-voorzitter van de Beroepskamer van SFMQ;

5° de voorzitter en de vice-voorzitter van de Kamer van Onderwijs en Opleiding van de « SFMQ »;

6° de administrateur-generaal van SELOR of zijn vertegenwoordiger die het voorzitterschap zal waarnemen. De aanstelling van de leden van de examencommissie bedoeld in de punten 1° tot 3° behoort tot zijn voorafgaande toestemming.

Het secretariaat zal door een lid van de administratie van de Franse Gemeenschap waargenomen worden dat aangesteld wordt door de administrateur-generaal van AGERS.

§ 2. De opdrachten van de examencommissie zijn de volgende :

1° de examencommissie zal eerst de ontvankelijkheid van de kandidaturen bestuderen. Ze zal de kandidaten uitsluiten die niet aan de voorwaarden voor de toegang tot het ambt beantwoorden, zoals bepaald in het gevoegde ambtsprofiel;

2° ze zal een gewogen evaluatiesysteem gebruiken, rekening houdend met de volgende criteria :

\* adequatie van de kandidaat met het ambtsprofiel : 20 %;

\* beroepservaring en/of gevolgde opleidingen : 20 %;

\* motivatie van de kandidaat voor het ambt : 30 %;

\* kwaliteit van het beheersplan : 30 %;

3° indien het aantal kandidaten het verantwoordt, zal de examencommissie een voorselectie van de kandidaten organiseren op basis van het gewogen systeem;

4° de kandidaten of de voorgeselecteerde kandidaten zullen gehoord worden door de examencommissie die op voorhand het onderhoudsplan en de voornaamste vragen zal bepalen die aan de kandidaten gesteld zullen worden;

5° de examencommissie zal aan de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest alsook aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie een volledig verslag bezorgen met de evaluatie van elke kandidaat wat de titels en verdiensten betreft.

§ 3. De examencommissie neemt haar beslissingen bij consensus. Indien deze niet mogelijk is, zal de Voorzitter een stemming met handopsteken organiseren. Bij gelijke stemming is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 4. De examencommissie beschikt over 20 kalenderdagen vanaf de uiterste datum van indiening van de kandidaturen om haar verslag te bezorgen aan de Regeringen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2014.

Brussel, 15 april 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS